

Siège Social Bureau  
28, boulevard Lucien Pierquin  
WARCQ  
08000 Charleville-Mézières  
Tél. 03 24 59 70 50

Bureau  
122, avenue Charles de Gaulle  
92200 NEUILLY-SUR-SEINE  
E-mail :  
cabinet.pierquin@cabinet-pierquin.com  
Site Internet :  
www.cabinet-pierquin.com

## « ASSOCIATION L'ALBATROS 08 »

Association régie par la  
loi du 1<sup>er</sup> Juillet 1901

Siège Social  
Rue des vieux Prés  
08090 MONTCORNET

Siret 494.735.384.00021  
Code APE 8720A

# RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE 2025  
(Du 1<sup>er</sup> Janvier 2025 au 31 Décembre 2025)

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 Décembre 2025

A l'Assemblée Générale de l'association « L'ALBATROS 08 »,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association « L'ALBATROS 08 » relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er Janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

### **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les postes comptables relatifs aux Subventions et Tarifications, aux Investissements et au Personnel.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

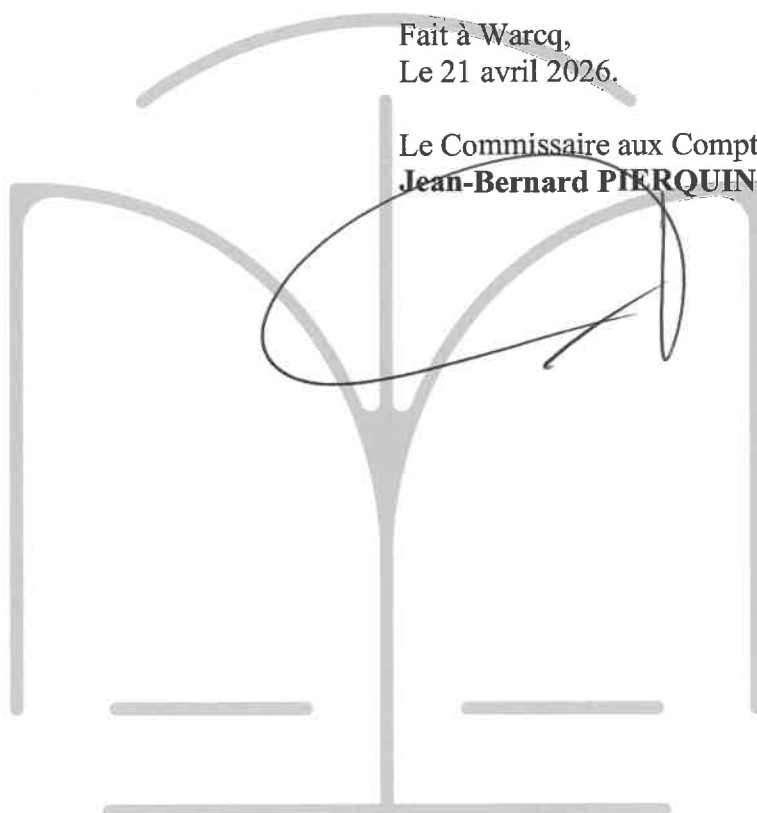
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Warcq,  
Le 21 avril 2026.

Le Commissaire aux Comptes,  
**Jean-Bernard PIERQUIN :**



## 16. BILAN COMPTABLE

A C T I F	31/12/2025			31/12/2024
	Brut	Amort. et provisions	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Frais d'établissement				
Autres immobilisations incorporelles	19 402,50	7 761,00	11 641,50	15 522,00
Immobilisations incorporelles en cours				
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Terrains	244 491,09	93 766,59	150 724,50	148 832,13
Constructions	12 580 923,50	6 170 965,57	6 409 957,93	6 671 386,27
Installations techniques, matériels et outillages	719 069,76	603 812,54	115 257,22	131 467,20
Autres immobilisations corporelles	1 263 124,81	965 621,28	297 503,53	329 515,78
Immobilisations corporelles en cours	33 363,45		33 363,45	45 012,00
<i>Immobilisations financières</i>				
Participations et créances rattachées à des participations	33 193,50		33 193,50	32 550,00
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	3 918,87		3 918,87	3 918,87
<b>TOTAL I</b>	<b>14 897 487,48</b>	<b>7 841 926,98</b>	<b>7 055 560,50</b>	<b>7 378 204,25</b>
<b>COMPTES DE LIAISON</b>				
<i>Comptes de liaison (1)</i>				
Comptes de liaison				
<b>TOTAL II</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<i>Stocks et en-cours</i>				
Matières premières et fournitures				
Autres approvisionnements	53 737,83		53 737,83	54 656,35
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
<i>Avances et acomptes versés sur commandes</i>				
Avances et acomptes versés sur commandes				
<i>Créances (2)</i>				
Créances redevables et comptes rattachés (3)	656 943,54		656 943,54	600 916,20
Autres créances	1 163,66		1 163,66	22 670,77
<i>Valeurs mobilières de placement</i>				
Valeurs mobilières de placement				
<i>Disponibilités</i>				
Disponibilités	1 339 294,02		1 339 294,02	1 392 817,83
<b>TOTAL III</b>	<b>2 051 139,05</b>	<b>0,00</b>	<b>2 051 139,05</b>	<b>2 071 061,15</b>
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>				
<i>Charges constatées d'avance</i>				
Charges constatées d'avance	23 538,19		23 538,19	17 208,33
<i>Charges à répartir sur plusieurs exercices</i>				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
<i>Primes de remboursement des obligations</i>				
Primes de remboursement des obligations				
<i>Ecart de conversion (actif)</i>				
Ecart de conversion (actif)				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>16 972 164,72</b>	<b>7 841 926,98</b>	<b>9 130 237,74</b>	<b>9 466 473,73</b>

(1) Un tableau annexé à ce bilan doit détailler les différents comptes de liaison relatifs à l'investissement, à l'exploitation et à la trésorerie pour cet établissement ou service entre ce dernier et les autres établissements et services concernés.

(2) Dont à moins d'un an : ..... Dont à plus d'un an : .....

(3) Dont créances mentionnées à l'article R.314-96 du code de l'action sociale et des familles.

**COMPTES ANNEXES  
AU RAPPORT**  
Cabinet **PIERQUIN**  
Commissaire aux Comptes

<b>P A S S I F</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
<b>FONDS PROPRES</b>		
<u>Fonds associatifs sans droit de reprise</u>		
Fonds associatifs sans droit de reprise	50 000,00	50 000,00
<u>Fonds associatifs avec droit de reprise</u>		
Dons et legs		
Subventions d'investissement sur biens renouvelables		
<u>Réserves</u>		
Excédents affectés à l'investissement	1 576 324,21	1 576 324,21
Réserve de compensation	1 105 708,43	1 066 596,05
Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement		
Autres réserves		
<u>Report à nouveau</u>		
Report à nouveau (gestion non contrôlée)	48 060,50	-68 858,24
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs		
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	-117 687,04	-56 442,06
RAN constitué des charges et produits des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée dont la prise en compte est différée	-168 606,68	-134 174,97
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1)	83 128,82	60 354,43
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	1 287 662,91	1 358 410,09
<u>Provisions réglementées</u>		
Couverture du besoin en fonds de roulement		
Amortissements dérogatoires et provisions pour renouvellement des immo.		
Réserves des plus-values nettes d'actif		
Immobilisations grevées de droits		
<b>TOTAL I</b>	<b>3 864 591,15</b>	<b>3 852 209,51</b>
<b>COMPTES DE LIAISON</b>		
<u>Comptes de liaison</u>		
Comptes de liaison		
<b>TOTAL II</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>PROVISIONS</b>		
<u>Provisions pour risques</u>		
Provisions pour risques	55 778,53	107 356,16
<u>Provisions pour charges</u>		
Provisions pour charges	88 287,57	88 287,57
<u>Fonds dédiés</u>		
Fonds dédiés	81 599,99	70 206,26
<b>TOTAL III</b>	<b>225 666,09</b>	<b>265 849,99</b>
<b>DETTES</b>		
<u>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)</u>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	4 392 946,88	4 752 904,77
<u>Emprunts et dettes financières divers (3)</u>		
Emprunts et dettes financières divers (3)		
<u>Avances et acomptes reçus sur commandes en cours</u>		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
<u>Redevables créditeurs</u>		
Redevables créditeurs		
<u>Dettes fournisseurs et comptes rattachés (4)</u>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (4)	82 014,33	96 953,59
<u>Dettes sociales et fiscales</u>		
Dettes sociales et fiscales	508 828,69	482 654,15
<u>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés</u>		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	53 455,05	4 837,41
<u>Autres dettes (5)</u>		
Autres dettes (5)	2 735,55	11 064,31
<b>TOTAL IV</b>	<b>5 039 980,50</b>	<b>5 348 414,23</b>
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>		
<u>Produits constatés d'avance</u>		
Produits constatés d'avance		
<u>Ecart de conversion (passif)</u>		
Ecart de conversion (passif)		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>9 130 237,74</b>	<b>9 466 473,73</b>

(1) Dont compte 1201..... et compte 1291.....: résultats sous contrôle de tiers financeurs.

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques.

(3) En particulier : cautions versées par les résidents à leur entrée dans l'établissement.

(4) Dont à plus d'un an : ..... Dont à moins d'un an .....

(5) Dont fonds des maieurs protégés.

**COMPTES ANNEXES  
AU RAPPORT**

Cabinet **PIERQUIN**

Commissaire aux Comptes



## 17. COMPTE DE RESULTAT

	31/12/2025	31/12/2024	Variation
<i>Produit d'exploitation</i>			
Ventes de marchandises			
Production vendue (biens)	199 676,06	96 717,42	102 958,64
Production vendue (services)			
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>199 676,06</b>	<b>96 717,42</b>	<b>102 958,64</b>
Production stockée			
Production immobilisée			
Dotations et produits de tarification	5 712 654,75	5 626 672,16	85 982,59
Subventions d'exploitation	74 981,15	4 087,76	70 893,39
Reprises/prov. & amort, transf. de charges	51 577,63	115 373,06	-63 795,43
Autres produits	54 262,51	58 719,26	-4 456,75
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION - TOTAL I</b>	<b>6 093 152,10</b>	<b>5 901 569,66</b>	<b>191 582,44</b>
<i>Charges d'exploitation</i>			
Achats de marchandises			
Variation de stocks	918,52	2 125,82	-1 207,30
Achat de matières premières et autres	338 995,81	318 844,93	20 150,88
Autres achats et charges externes	987 415,90	814 604,69	172 811,21
Impôts, taxes et versements assimilés	310 848,94	310 884,37	-35,43
Salaires et traitements	2 782 599,31	2 702 275,77	80 323,54
Charges sociales	946 040,11	925 852,60	20 187,51
Dotations aux amortissements et provisions	474 162,33	653 482,94	-179 320,61
Autres charges	45 012,00	32 261,40	12 750,60
<b>CHARGES D'EXPLOITATION - TOTAL II</b>	<b>5 885 992,92</b>	<b>5 760 332,52</b>	<b>125 660,40</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>207 159,18</b>	<b>141 237,14</b>	<b>65 922,04</b>
<i>Opération en commun</i>			
Bénéfice attribué, perte transférée - Total III			
Perte supportée, bénéfice transféré - Total IV			
<b>OPERATION EN COMMUN</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<i>Produits financiers</i>			
Produits financiers de participations			
Autres valeurs mob., créances d'actif im.			
Autres intérêts et produits assimilés	8 294,60	8 200,59	94,01
Reprises/provisions et transfert de charges			
Différences positives de change			
Produits net/cession des V.M.P			
<b>PRODUITS FINANCIERS - TOTAL V</b>	<b>8 294,60</b>	<b>8 200,59</b>	<b>94,01</b>
<i>Charges financières</i>			
Charges financières	120 931,23	130 015,96	-9 084,73
Autres charges financières			
<b>CHARGES FINANCIERES - TOTAL VI</b>	<b>120 931,23</b>	<b>130 015,96</b>	<b>-9 084,73</b>
<b>RESULTATS FINANCIERS</b>	<b>-112 636,63</b>	<b>-121 815,37</b>	<b>9 178,74</b>
<b>RESULTATS COURANTS AVANT IMPOTS</b>	<b>94 522,55</b>	<b>19 421,77</b>	<b>75 100,78</b>
<i>Produits exceptionnels</i>			
Sur opération de gestion		1 311,52	-1 311,52
Sur opération en capital		109 830,83	-109 830,83
Reprises/provisions et transfert de char			
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS - TOTAL VII</b>	<b>0,00</b>	<b>111 142,35</b>	<b>-111 142,35</b>
<i>Charges exceptionnelles</i>			
Sur opération de gestion		3,43	-3,43
Sur opération en capital			0,00
Dotation aux amortissements et aux prov.			
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES - TOTAL VIII</b>	<b>0,00</b>	<b>3,43</b>	<b>-3,43</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>0,00</b>	<b>111 138,92</b>	<b>-111 138,92</b>
Participation des salariés			
<b>PARTICIPATION DES SALARIES - TOTAL IX</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Impôts sur les bénéfices			
<b>TOTAL X</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>PRODUITS</b>	<b>6 101 446,70</b>	<b>6 020 912,60</b>	<b>80 534,10</b>
<b>CHARGES</b>	<b>6 006 924,15</b>	<b>5 890 351,91</b>	<b>116 572,24</b>
<b>SOLDE INTERMEDIAIRE</b>	<b>94 522,55</b>	<b>130 560,69</b>	<b>-36 038,14</b>
Eng. à réaliser sur ressources affectées	-16 686,01	-74 919,50	58 233,49
Rep. ress non utilisées Exe antérieurs	5 292,28	4 713,24	579,04
<b>TOTAL XI</b>	<b>-11 393,73</b>	<b>-70 206,26</b>	<b>58 812,53</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>83 128,82</b>	<b>60 354,43</b>	<b>22 774,39</b>



# Annexe aux comptes annuels

## EXERCICE 2025

Créée le 23 novembre 2005, l'association « ALBATROS 08 » est une émanation de l'ASBL belge l'Institut l'ALBATROS qui représente toutes les conditions techniques et déontologiques requises et dont la philosophie de prise en charge est centrée sur la personne handicapée et son bien-être.

L'association a pour objet de mettre en œuvre toute action destinée à favoriser l'épanouissement des personnes en situation de handicap, de leur procurer différentes formes d'accompagnement, à domicile ou dans les structures spécialisées. Ces actions permettent aux personnes d'être valorisées, prônent le respect de leur singularité, le développement de leur bien-être, leur reconnaissance en tant que personnes citoyennes et la reconnaissance de leurs possibilités évolutives.

Dans ce but, l'association offre des réponses adaptées et évolutives aux besoins des personnes accueillies et accompagnées :

- Elle peut proposer un encadrement de type « occupationnel » en établissement à ces personnes. Elle assure l'hébergement d'une part et les activités de jour d'autre part. En complément à l'hébergement et aux activités de jour, l'activité de l'association peut s'étendre à la prise en charge médicalisée de la personne afin de maintenir au maximum les personnes handicapées accueillies dans leur milieu de vie même en cas de dégradation physique et/ou psychique de leur état.
- Elle peut aussi proposer l'accompagnement de ces personnes dans tous leurs lieux de vie par des services spécialisés.
- Elle peut enfin proposer des formules nouvelles d'éducation, de formation et d'accompagnement dans tous les domaines de la vie.

## INFORMATIONS GENERALES

L'exercice comptable présenté concerne la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au 31 décembre 2025.

L'Association Albatros 08 applique le plan comptable M22 et l'instruction budgétaire et comptable des établissements privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L.312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ont été établis conformément aux dispositions du Plan comptable général issues du règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014, tel que modifié, notamment par le règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022. Ce règlement, applicable obligatoirement aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, modifie la présentation du bilan, du compte de résultat et de l'annexe, redéfinit le résultat exceptionnel et supprime la notion de transferts de charges.

Les méthodes d'évaluation retenues au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 sont identiques à celles de l'exercice précédent, à l'exception des adaptations rendues nécessaires par l'application du règlement ANC n° 2022-06.

Les comptes annuels de l'exercice 2025 sont présentés conformément aux nouvelles dispositions issues de ce règlement.

La convention collective applicable est la Convention Collective Nationale de Travail des établissements et services pour personnes inadaptées et handicapées du 15 mars 1966.

## 1. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code du Commerce et du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les principales méthodes utilisées pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité sont les suivantes :

### 1.1 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Les subventions versées par

- le Conseil Départemental des Ardennes permettant de financer une partie de la construction du foyer occupationnel,
- le Crédit Agricole permettant de financer une partie de l'équipement en mobilier des hébergements,
- l'ADEME permettant de financer une partie de la chaufferie bois,
- le Rotary Club Arduinna permettant de financer un autoclave,
- l'ADAPEI 08 permettant de financer du matériel Snoezelen (fauteuil bien-être, baignoire thérapeutique, table interactive Tovertafel),
- les fonds FEADER permettant le financement d'une partie d'une clôture anti-gibier et d'une serre accessible.

sont reprises proportionnellement à la dotation aux amortissements de l'exercice.

## **1.2 IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES**

Les immobilisations incorporelles concernent les frais d'évaluation.

Les immobilisations relatives aux constructions ont fait l'objet d'une comptabilisation par composant et par bâtiment.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition après déduction du crédit de T.V.A.

L'association applique l'amortissement linéaire calculé à partir du début de l'exercice suivant la date de mise en service. Les durées d'amortissement sont les suivantes :

Nature	Durée en année	Taux	Mode
Frais d'évaluation	5	20	Linéaire
Terrains	-	-	-
Aménagements des terrains	10	10	Linéaire
Constructions	3 à 50	2 à 33,33	Linéaire
Chalets	10 à 15	6,67 à 10	Linéaire
Matériel des services généraux	5	20	Linéaire
Matériel de cuisine	5	20	Linéaire
Matériel éducatif	5 à 10	10 à 20	Linéaire
Matériel médical	5 à 10	10 à 20	Linéaire
Matériel des services techniques	5 à 10	10 à 20	Linéaire
Agencements	10	10	Linéaire
Matériel de transport	5	20	Linéaire
Matériel informatique	1 à 5	20 à 100	Linéaire
Matériel de bureau	5	20	Linéaire
Mobilier	10	10	Linéaire

## **1.3 IMMOBILISATIONS FINANCIERES**

Les titres de participation au Crédit Coopératif et les parts sociales au Crédit Agricole qui constituent les immobilisations financières de l'association sont comptabilisés à leur coût d'achat.

## **1.4 STOCKS**

Les stocks de fioul, bois déchiqueté, produits d'entretien, fournitures administratives et produits alimentaires sont évalués au dernier prix d'achat.

## **2. CHANGEMENTS DE METHODES**

L'entrée en vigueur du règlement ANC n° 2022-06, relatif à la modernisation des états financiers, constitue un changement de méthode comptable.

Ce changement de méthode est appliqué de manière prospective, conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2022-06. Il est sans incidence sur les modalités de reconnaissance et d'évaluation des éléments d'actif et de passif.

En conséquence, aucun retraitement des exercices antérieurs n'a été effectué.

Par ailleurs, l'entité a retenu l'application prospective des dispositions relatives à la comptabilisation, à l'évaluation, à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

**COMPTES ANNEXE  
AU RAPPORT**  
Cabinet PIERQUIN  
Commissaire aux Comptes

### 3. ETAT DES IMMOBILISATIONS

Nature	Valeur au 31/12/2024	Acquisitions	Cessions, réévaluations	Valeur au 31/12/2025
Frais d'évaluation	19 402,50	-	-	19 402,50
Terrains et aménagements	231 070,57	13 420,52	-	244 491,09
Constructions	12 512 589,08	68 334,42	-	12 580 923,50
Matériels & outillages	687 994,12	31 075,64	-	719 069,76
Agencements	467 435,27	15 997,67	-	483 432,94
Matériel de transport	342 259,90	1 474,76	-	343 734,66
Mat. bureau, info. & mobilier	403 736,59	32 220,62	-	435 957,21
Immobilisations en cours	45 012,00	33 363,45	45 012,00	33 363,45
Immobilisations financières	32 550,00	643,50	-	33 193,50
Dépôts et cautionnements	3 918,87	-	-	3 918,87
<b>TOTAL</b>	<b>14 745 968,90</b>	<b>196 530,58</b>	<b>45 012,00</b>	<b>14 897 487,48</b>

### 4. ETAT DES AMORTISSEMENTS

Nature	Amorts cumulés au 31/12/2024	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Amorts cumulés au 31/12/2025
Frais d'évaluation	3 880,50	3 880,50	-	7 761,00
Terrains & aménagements	82 238,44	11 528,15	-	93 766,59
Constructions	5 841 202,81	329 762,76	-	6 170 965,57
Matériels & outillages	556 526,92	47 285,62	-	603 812,54
Agencements	278 058,94	27 527,10	-	305 586,04
Matériel de transport	264 260,94	32 022,04	-	296 282,98
Mat. bureau, info. & mobilier	341 596,10	22 156,16	-	363 752,26
<b>TOTAL</b>	<b>7 367 764,65</b>	<b>474 162,33</b>	<b>-</b>	<b>7 841 926,98</b>

### 5. ETAT DES PROVISIONS, DEPRECIATIONS, FONDS DEDIES ET RESERVES DE COMPENSATION

Nature	Montant au 31/12/2024	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant au 31/12/2025
Réserve de compensation				
- des déficits d'exploitation	186 106,05	64 112,38	-	250 218,43
- des charges d'amortissement	880 490,00	-	25 000,00	855 490,00
Provisions réglementées				
Provisions pour litiges	107 356,16	-	51 577,63	55 778,53
Provisions pour charges	88 287,57	-	-	88 287,57
Dépréciations				
Fonds dédiés	70 206,26	16 686,01	5 292,28	81 599,99
<b>TOTAL</b>	<b>1 332 446,04</b>	<b>80 798,39</b>	<b>81 869,91</b>	<b>1 331 374,52</b>

## 6. ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

Etat des créances	Montant brut	Echéance à moins d'1 an	Echéance à plus d'1 an
Créances redevables et comptes rattachés	656 943,54	656 943,54	-
Personnel et comptes rattachés	1 138,40	1 138,40	-
Etat, autres impôts	4 096,00	4 096,00	-
Débiteurs divers	1 163,66	1 163,66	-
Charges constatées d'avance	23 538,19	23 538,19	-
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>686 879,79</b>	<b>686 879,79</b>	<b>-</b>

Etat des dettes	Montant brut	Echéance à moins d'1 an	Echéance d'1 an à 5 ans	Echéance à plus de 5 ans
Emprunts & dettes financières	4 392 946,88	368 007,16	1 474 132,07	2 550 807,65
Fournisseurs & comptes rattachés	82 014,33	82 014,33	-	-
Personnel et comptes rattachés	215 744,42	215 744,42	-	-
Sécurité sociale et autres org. sociaux	264 807,67	264 807,67		
Etat, impôt sur les sociétés	1 572,00	1 572,00		
Etat, autres impôts et taxes	31 939,00	31 939,00		
Dettes sur immobilisations	53 455,05	53 455,05	-	-
Autres dettes	2 735,55	2 735,55	-	-
Produits constatés d'avance	-	-	-	-
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>5 045 214,90</b>	<b>1 020 275,18</b>	<b>1 474 132,07</b>	<b>2 550 807,65</b>

### Etat des remboursements des emprunts de l'année :

Organisme prêteur	Capital emprunté	Remboursement du capital de l'année 2025	Remboursement des intérêts de l'année 2025
Crédit Coopératif	3 056 526,00	161 425,21	41 649,35
Crédit Coopératif	1 750 000,00	57 754,15	59 850,01
Caisse d'Epargne	500 000,00	38 889,67	4 892,69
Caisse d'Epargne	1 500 000,00	101 888,86	14 539,18
<b>TOTAL</b>	<b>6 806 526,00</b>	<b>359 957,89</b>	<b>120 931,23</b>

## 7. GARANTIE DES DETTES

Les emprunts en cours bénéficient d'une garantie solidaire du Conseil Départemental des Ardennes à hauteur de 5 806 526,00 €.



## 8. AFFECTATION DES RESULTATS

Le déficit 2023 du Foyer Occupationnel est affecté par le Conseil Départemental :

- Réserve de compensation des charges d'amortissement	- 25 000,00
- Dépense pour congés payés	- 28 253,03
- Réserve de compensation des déficits	+ 18 316,52

Le déficit 2023 du F.A.M.A. est affecté par le Conseil Départemental :

- Reprise de résultat	+ 2 643,94
- Dépense pour congés payés	- 3 456,51
- Majoration des charges 2025 :	- 20 415,19
- Majoration des charges 2026 :	- 20 415,19
- Majoration des charges 2027 :	- 20 414,60

L'excédent 2023 du F.A.M.A. est affecté par l'A.R.S. :

- Dépense pour congés payés	- 2 255,29
- réserve de compensation des déficits :	+ 33 035,05

L'excédent 2024 du F.A.M.A. est affecté par l'A.R.S. :

- Dépense pour congés payés	- 466,88
- réserve de compensation des déficits :	+ 12 760,81

## 9. ENGAGEMENTS PRIS EN MATIERE D'INDEMNITE DE FIN DE CARRIERE

La convention collective appliquée dans l'association prévoit le versement d'une indemnité de fin de carrière en fonction de l'ancienneté de la personne dans une activité relevant du champ d'application de la convention 1966.

Les autorités de tarification peuvent autoriser la provision de ces indemnités pour les départs prévus dans les 3 à 5 ans.

## 10. DETERMINATION DU RESULTAT COMPTABLE

Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	898 469,03 €
Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	4 034 420,43 €
Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	1 090 720,70 €
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b>6 023 610,16 €</b>
Groupe I : Produits de la tarification et assimilés	
Conseil Départemental	5 429 369,40 €
A.R.S.	283 285,35 €
Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	328 919,72 €
Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	65 164,51 €
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>6 106 738,98 €</b>
<b>RESULTAT COMPTABLE DE L'EXERCICE</b>	<b>+ 83 128,82 €</b>

## 11. PASSAGE DU RESULTAT COMPTABLE AU RESULTAT ADMINISTRATIF

<b>RESULTAT COMPTABLE DE L'EXERCICE</b>	<b>+ 83 128,82 €</b>
Reprise de résultat 2022	- 11 622,67 €
Reprise de résultat 2023	+ 4 584,81 €
Dépenses refusées 2023	+ 596,84 €
<b>RESULTAT ADMINISTRATIF A AFFECTER</b>	<b>+ 76 687,80 €</b>

## 12. VENTILATION DE L'EFFECTIF AU 31/12/2025 EN E.T.P.

Catégories.	Personnel salarié	dont mis à disposition à L'IANT	dont mis à disposition au GEM
Administration & gestion	7,00	0,10	-
Educatif	43,09	-	1,57
Psychologique, médical & paramédical	4,38	-	-
Services généraux	16,61	-	-
Contrats aidés	1,57	-	-
Apprentis	1,00	-	-
<b>TOTAL E.T.P.</b>	<b>73,65</b>	<b>0,10</b>	<b>1,57</b>

## 13. REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS

La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle. Aucun administrateur ne perçoit de rémunérations directes ou indirectes de la part de l'association pour sa fonction.

## 14. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Les contributions volontaires en nature n'étant pas significatives, elles ne sont ni valorisées ni comptabilisées.

## 15. HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Les honoraires comptabilisés au titre de la mission de commissaire aux comptes sont évalués à 9 525,00 € pour 2025.